



Conseil de
l'Union européenne

Bruxelles, le 26 mars 2024
(OR. en)

Dossier interinstitutionnel:
2016/0180(NLE)

8313/24
ADD 1

EDUC 103
SOC 238
EMPL 138
MI 370
ECOFIN 369

NOTE DE TRANSMISSION

Origine:	Pour la secrétaire générale de la Commission européenne, Madame Martine DEPREZ, directrice
Date de réception:	25 mars 2024
Destinataire:	Madame Thérèse BLANCHET, secrétaire générale du Conseil de l'Union européenne
N° doc. Cion:	SWD(2024) 142 final
Objet:	DOCUMENT DE TRAVAIL DES SERVICES DE LA COMMISSION RÉSUMÉ DE L'ÉVALUATION de la recommandation du Conseil du 22 mai 2017 concernant le cadre européen des certifications pour l'apprentissage tout au long de la vie

Les délégations trouveront ci-joint le document SWD(2024) 142 final.

p.j.: SWD(2024) 142 final



COMMISSION
EUROPÉENNE

Bruxelles, le 25.3.2024
SWD(2024) 142 final

DOCUMENT DE TRAVAIL DES SERVICES DE LA COMMISSION

RÉSUMÉ DE L'ÉVALUATION

de la

**recommandation du Conseil du 22 mai 2017 concernant le cadre européen
des certifications pour l'apprentissage tout au long de la vie**

{SWD(2024) 141 final}

Introduction

Le cadre européen des certifications (CEC) est un outil qui assure la transparence des certifications à l'échelle de l'Union européenne (UE). Instauré en 2008, il a été révisé en 2017. Il sert de grille de transposition. Il permet de comparer les certifications d'un pays avec les certifications d'un autre pays en les situant sur l'échelle commune du CEC.

La mise en œuvre du CEC est pilotée par le groupe consultatif pour le CEC (GC), qui est composé de représentants de la Commission, du Cedefop, de la Fondation européenne de la formation, du Conseil de l'Europe, des États et des parties prenantes. Les points de coordination nationaux du CEC (PCN) épaulent les autorités nationales et informent les parties prenantes sur le CEC.

Le CEC a été conçu pour améliorer la transparence, la comparabilité et la portabilité des certifications et pour faciliter l'apprentissage tout au long de la vie. Il vise à contribuer à la modernisation des systèmes d'éducation et de formation et à améliorer l'employabilité, la mobilité et l'intégration sociale des travailleurs et des apprenants.

L'évaluation a porté sur les suites données à la recommandation de 2017 sur le CEC entre le 1^{er} juin 2017 et le 1^{er} juin 2022 dans les 38 pays participants au CEC, à savoir les 27 États membres — et le Royaume-Uni jusqu'au 1^{er} février 2020 —, quatre pays de l'AELE, cinq pays candidats et deux pays candidats potentiels.

Conclusions principales

La recommandation de 2017 a renforcé le CEC et donné une nouvelle impulsion à sa mise en œuvre. Le CEC est un système de référence solide qui est largement accepté par les institutions s'occupant de certifications. Des progrès considérables ont été observés depuis 2017 en ce qui concerne la mise en correspondance des cadres nationaux des certifications (CNC) avec le CEC [seules la Belgique (Communauté germanophone), la Bosnie-Herzégovine et l'Espagne, n'avaient pas assuré la mise en correspondance], l'utilisation cohérente et étendue des acquis d'apprentissage et la communication d'informations sur les niveaux du CEC des différentes certifications¹. Une procédure a été établie pour comparer le CEC et les cadres des pays tiers.

Les progrès réalisés correspondent aux attentes, même s'il reste des efforts à accomplir dans certains domaines. Seize CNC continuent de ne pas reconnaître les certifications accordées en dehors du domaine formel (par exemple dans le contexte de l'apprentissage au travail ou durant les heures de loisir). Le grand public continue d'avoir une connaissance limitée du CEC.

Le CEC contribue largement à améliorer la transparence des certifications, particulièrement dans le domaine de l'apprentissage formel. Les parties prenantes des différents groupes ont constaté que le CEC avait suscité des débats nationaux et des

¹ Il s'agit des niveaux du CEC mentionnés sur les certifications de 35 pays participants au CEC, dans les registres et bases de données de 28 pays participants, permettant à 21 pays participants de connecter leurs bases de données nationales à l'échelon européen.

coopérations entre acteurs concernés, et qu'il avait contribué à mieux faire connaître les autres systèmes de certification.

Bien que plus limités, des progrès ont été observés en ce qui concerne les certifications en dehors d'un cadre formel. Les citoyens et les autorités locales et nationales consultés sont trois fois plus susceptibles d'admettre qu'une certification obtenue dans un contexte formel soit reconnue dans un autre pays qu'ils ne le sont pour une certification obtenue en dehors du système formel.

Le CEC facilite indirectement l'apprentissage tout au long de la vie, mais il reste des progrès à accomplir dans ce domaine. Le CEC a provoqué des révisions de CNC qui étaient liées aux politiques nationales en matière d'apprentissage tout au long de la vie, mais surtout dans les pays disposant de CNC moins aboutis.

Le CEC contribue à la tenue de débats nationaux sur la modernisation de l'éducation et de l'apprentissage, lesquels accordent une place importante aux CNC. Les parties prenantes nationales reconnaissent que l'approche adoptée pour le CEC a favorisé et inspiré des réformes de systèmes de certification de niveaux d'aboutissement différents, en lien avec l'utilisation des acquis d'apprentissage dans tous les secteurs de l'éducation et les nouveaux types de certifications.

Les répercussions du CEC sur l'employabilité, la mobilité et l'intégration sociale des travailleurs et des apprenants sont moins tangibles. C'était prévisible, vu le nombre de facteurs externes qui jouent un rôle dans ce contexte et la constatation du déficit de notoriété du CEC auprès du grand public (voir supra).

Le CEC est perçu comme une référence internationale et une source d'inspiration pour l'élaboration de cadres régionaux et nationaux des certifications dans les pays tiers. De cette manière, le CEC a largement contribué à l'émergence d'un langage commun aux cadres des certifications à l'échelle mondiale.

Le CEC contribue dans une certaine mesure à une meilleure compréhension et à une reconnaissance plus juste des certifications des pays tiers ne participant pas au CEC, ce qui offre des possibilités importantes. Les centres ENIC-NARIC fondent dans une certaine mesure la reconnaissance des certifications sur le CEC, mais les parties prenantes nationales ont été incapables de déterminer la place du CEC dans les procédures de reconnaissance — à cause des procédures nationales établies.

La mise en œuvre du CEC se déroule de manière efficace dans une large mesure. Il en va de même pour la structure de gouvernance et l'expertise apportée par le Cedefop et la Fondation européenne pour la formation. D'après les parties prenantes, les avantages du CEC l'emportent sur les coûts limités qui en découlent. L'amélioration de la compréhension des systèmes de certification en Europe, la confiance née de la collaboration et la coopération dans le domaine des certifications sont des avantages qui l'emportent sur les frais de mise en œuvre supportés à l'échelon européen et national.

Les subventions de l'UE en faveur de la mise en œuvre du CEC à l'échelon national sont jugées suffisantes. Les coûts supportés par les pays pour mettre en œuvre le CEC leur ouvrent le droit à des subventions de l'UE en faveur des PCN, cofinancées par le programme Erasmus+. Les subventions sont jugées suffisantes par 36 des 42 PCN et membres du GC. Les

activités se rapportant à la gestion journalière du CNC sont normalement financées par les budgets nationaux.

La mise en œuvre du CEC ne fait pas supporter de coûts ou de charges supplémentaires aux entreprises, lesquelles profitent d'une meilleure compréhension des niveaux de certification des autres pays et, grâce à une approche fondée sur les acquis d'apprentissage, du contenu de toutes les certifications, y compris de celles de leur pays.

Le CEC sert également de base à des politiques et instruments nationaux et européens en matière de transparence des compétences et des certifications. Le CEC facilite les initiatives de l'UE visant à mieux relier l'apprentissage formel, non formel et informel, l'éducation et la formation des adultes, la mobilité des travailleurs et des apprenants, et à établir des taxinomies et cadres communs des compétences. Le CEC joue aussi un rôle clé dans le cadre de l'Europass: Les outils Europass doivent se référer au CEC dans les informations sur les certifications et les descriptions des systèmes d'éducation et de formation nationaux. La plateforme Europass sert aussi de plateforme pour le CEC.

Les effets positifs du CEC sont dus en grande partie à l'intervention de l'UE, car celle-ci a permis la mise en place d'une approche commune en matière de certifications en Europe et elle a soutenu la coopération à une échelle et d'une manière qu'il aurait été impossible de concrétiser sans elle. Le CEC sert de référence commune pour la mise au point des CNC. Il a établi une structure et un langage communs pour décrire et comparer les certifications.

La pertinence du CEC et de son objectif d'amélioration de la transparence des certifications a été clairement démontrée, en particulier en ce qui concerne la transparence des compétences et des certifications des pays tiers. La transparence des certifications et des compétences est essentielle au bon fonctionnement d'un marché du travail européen capable de répondre à la demande de compétences dans le contexte des transitions écologique et numérique. Répondre aux demandes de compétences nouvelles dans le contexte d'une main-d'œuvre vieillissante et de pénuries de main-d'œuvre implique que l'Europe soit devenue un choix attrayant pour les ressortissants de pays tiers. Cela passe par une meilleure compréhension et estimation des certifications, qu'elles soient délivrées par des États membres ou qu'elles les soient par des pays tiers.

Alors que la recommandation de 2017 sur le CEC offre suffisamment de flexibilité pour répondre à l'évolution des besoins, les parties prenantes ont fait état du peu de directives disponibles pour répondre pratiquement aux nouveaux besoins: insertion des microcertifications dans les cadres des certifications; ouverture des CNC aux certifications acquises dans des contextes non formels et informels; nivellement des certifications internationales.

Enseignements tirés

L'approche CEC convient parfaitement pour assurer la transparence, la comparabilité et la portabilité des certifications dans et entre les pays. Il serait nécessaire de maintenir les structures et processus existants. Il est nécessaire: que les États membres s'emploient à assurer la mise à jour des rapports de référencement et la connexion des bases de données et

registres des certifications et possibilités d'apprentissage à la plateforme Europass; que la Commission donne des orientations sur les changements du paysage des certifications; que tous continuent à utiliser les acquis d'apprentissage.

Le CEC a une structure exhaustive, mais, dans la pratique, il reste surtout un outil de transparence des certifications obtenues dans le domaine formel. Il est nécessaire de continuer à soutenir l'intégration dans les CNC des certifications autres que celles sanctionnant l'éducation et la formation purement formelles.

Le CEC a des liens clairs et solides avec d'autres outils de transparence et fait maintenant partie intégrante d'autres politiques et outils de l'UE. Maintenir et développer ces synergies (en adoptant une approche donnant la priorité aux compétences ou des stratégies de séduction des talents) pourrait contribuer à rendre l'approche encore plus exhaustive en matière de compétences et de certifications en Europe et à la rendre encore plus pertinente dans le contexte actuel des pénuries de main-d'œuvre et de l'évolution des demandes de compétences, ainsi que cela a été souligné à l'occasion de l'Année européenne des compétences.

Le CEC a une valeur évidente pour les parties prenantes s'occupant des certifications, mais sa pertinence et son utilité potentielle restent insuffisamment connues du grand public. Il est nécessaire de rapprocher le CEC des travailleurs, des employeurs et des étudiants. On pourrait explorer la manière d'améliorer, grâce à la numérisation, l'accessibilité des informations sur le CEC, les CNC et les certifications qu'ils référencent. On pourrait aussi promouvoir davantage l'utilisation du CEC et des CNC pour faciliter la reconnaissance des certifications.